

VD_FINDINFO Décision / 2011 / 653 vom 7. November 2011

VD Tribunal cantonal, 2011-11-07, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd_findinfo_D_cision__2011__653

FR: VD_FINDINFO Décision / 2011 / 653 du 7 novembre 2011

IT: VD_FINDINFO Décision / 2011 / 653 del 7 novembre 2011

Regeste

RETRAIT{VOIE DE DROIT}, RADIATION DU RÔLE | 94 al. 1 let. c LPA-VD

Volltext

Vaud Tribunal cantonal Cour des assurances sociales 07.11.2011 Décision / 2011 / 653

RETRAIT{VOIE DE DROIT}, RADIATION DU RÔLE | 94 al. 1 let. c LPA-VD

TRIBUNAL CANTONAL AI 212/11 - 510/2011 ZD11.026385 COUR DES ASSURANCES SOCIALES _____

Décision du 7 novembre 2011 _____ Présidence de Mme Di Ferro Demierre, juge unique Greffière : Mme Donoso Moreta ***** Cause pendante entre : V. _____, à [...], recourante et Office de l'assurance-invalidité pour le canton de Vaud, à Vevey, intimé _____ Art. 94 al. 1 let. c LPA-VD Vu le recours formé le 14 juillet 2011 et complété le 15 août 2011 par V. _____ à l'encontre de la décision prise le 28 juin 2011 par l'Office de l'assurance-invalidité pour le canton de Vaud, lui refusant le droit à une rente d'invalidité, vu la réponse déposée le 6 octobre 2011 par l'office intimé, concluant au rejet du recours, vu la déclaration de retrait du recours envoyée par la recourante le 3 novembre 2011 ; considérant qu'il y a lieu de rayer la cause du rôle par suite de retrait du recours, selon la procédure de l'art. 94 al. 1 let. c LPA-VD (loi cantonale vaudoise sur la procédure administrative ; RSV 173.36), qu'il n'y a pas lieu de percevoir des frais de justice ni d'allouer de dépens (art. 91 et 99 LPA-VD). Par ces motifs, la juge unique prononce : I. La cause est rayée du rôle par suite de retrait du recours. II. Il n'est pas perçu de frais judiciaires ni alloué de dépens. La juge unique : La greffière : Du La décision qui précède est notifiée à : ■ V. _____, ■ Office de l'assurance-invalidité pour le canton de Vaud, ■ Office fédéral des assurances sociales, par l'envoi de photocopies. La présente décision peut faire l'objet d'un recours en matière de droit public devant le Tribunal fédéral au sens des art. 82 ss LTF (loi du 17 juin 2005 sur le Tribunal fédéral ; RS 173.110), cas échéant d'un recours constitutionnel subsidiaire au sens des art. 113 ss LTF. Ces recours doivent être déposés devant le Tribunal fédéral (Schweizerhofquai 6, 6004 Lucerne) dans les trente jours qui suivent la présente notification (art. 100 al. 1 LTF). La greffière :

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.